



**Convention contre
la torture et autres peines
ou traitements cruels,
inhumains ou dégradants**

Distr. générale
2 janvier 2014
Français
Original: anglais

**Comité contre la torture
Quarante-neuvième session**

Compte rendu analytique de la 1113^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le vendredi 9 novembre 2012, à 15 heures

Président: M. Grossman

Sommaire

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention (*suite*)

Rapport initial du Gabon (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.12-47517 (EXT)



* 1 2 4 7 5 1 7 *

Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 h 5.

Examen des rapports soumis par les États parties en application de l'article 19 de la Convention (suite)

Rapport initial du Gabon (suite) (CAT/C/GAB/1; HRI/CORE/1/Add.65/Rev.1)

1. *Sur l'invitation du Président, la délégation gabonaise reprend place à la table du Comité.*
2. **M. Bounguendza** (Gabon) déclare que la législation de son pays est en conformité avec la définition de la torture figurant à l'article premier de la Convention, bien qu'elle n'en reprenne pas les termes exacts. La torture est interdite par la Constitution ainsi qu'en vertu des articles 228 et 253 du Code pénal. La délégation gabonaise fera part à son gouvernement de la recommandation du Comité tendant à ce que le texte de la Constitution soit modifié de façon à reprendre les termes de la Convention. Le fait de tenter de commettre un acte de torture, comme celui d'invoquer les ordres d'un supérieur pour justifier la torture, sont passibles de poursuites.
3. En vertu des articles 46 et 47 du Code de procédure pénale, toute plainte déposée auprès du tribunal compétent par une personne ayant subi un préjudice du fait d'une infraction est transmise au bureau du procureur pour suite à donner. Il peut être donné effet à l'article 5 de la Convention en invoquant les articles 39 ainsi que 514 et suivants du code. En vertu de l'article 39, les procureurs sont habilités à poursuivre les auteurs d'actes de torture même si l'arrestation n'était pas à l'origine motivée par une suspicion de torture. Les articles 514 et suivants disposent que le procureur peut engager des poursuites à l'encontre d'un ressortissant gabonais même si l'acte visé a été commis à l'étranger. Enfin, le fait de menacer quelqu'un d'actes de violence est qualifié d'infraction aux termes de l'article 242 du Code pénal.
4. La torture mentale est une catégorie vaste et diverse pouvant comprendre des actes tels que les infractions commises à l'encontre des enfants, la mendicité forcée et le vagabondage, la diffamation et le chantage. Il existe un cadre législatif destiné à protéger la dignité humaine contre de tels actes qui sont passibles de sanctions, par exemple dans le cas où des parents n'ont pas inscrit leurs enfants à l'école ainsi que la loi leur en fait l'obligation.
5. Si la Convention n'est pas souvent invoquée formellement devant les tribunaux, elle peut l'être, de même que l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques en tant qu'il s'applique à la torture, ainsi que la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants. Un réexamen et une mise à jour de divers aspects du Code civil et du Code pénal sont en cours afin de les aligner sur un vaste éventail de principes fondamentaux. Le Code pénal punit les auteurs, les complices et les instigateurs d'actes de torture ainsi que les personnes qui, abusant de leur autorité, ordonnent la commission d'actes de torture; les subordonnés sont autorisés à désobéir lorsque des ordres illicites leur sont donnés. Il est prévu d'incorporer le Protocole de Palerme au Code pénal. Une étude va incessamment être mise en œuvre avec l'UNICEF dans le but d'aligner la législation nationale sur le droit international concernant les droits de l'enfant. Le Statut de Rome de la cour pénale internationale est incorporé au nouveau Code de procédure pénale depuis 2010. La peine de mort a été abolie par la loi n° 3/2010 et a été remplacée par l'emprisonnement à vie.
6. Diverses dispositions sont actuellement prises pour améliorer le fonctionnement de l'appareil judiciaire; il s'agit notamment de modifier et d'actualiser la législation en vigueur, de former du personnel qualifié à l'École nationale de la magistrature et de mettre

davantage l'accent sur les droits de l'homme lors des enquêtes et poursuites pénales. En outre, il a été procédé à plusieurs réformes structurelles visant à renforcer l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire. Ces réformes permettront de lutter contre la corruption, les mises en liberté provisoire abusives, les soustractions de pièces dans les dossiers et autres manquements signalés dans le rapport.

7. Les femmes jouent un rôle important dans le système judiciaire: Le Président de la Cour constitutionnelle et le Procureur général sont des femmes. Outre l'Association des magistrats, il existe des syndicats pour le personnel des tribunaux et les juges.

8. L'appareil judiciaire a été réorganisé par la loi n° 7/94. La séparation des pouvoirs est consacrée par la Constitution, et l'indépendance de la magistrature est garantie par la loi n° 12/94 relative au statut des magistrats.

9. Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts en matière d'égalité des sexes. Environ 40 % des 500 juges que compte le pays sont des femmes, dont certaines occupent des postes élevés.

10. Afin de remédier aux conséquences néfastes qu'a la pénurie de personnel sur la diligence avec laquelle les affaires sont traitées, notamment à Libreville, la formation de nouveaux magistrats est en cours à l'École nationale de la magistrature, en partenariat avec son homologue française à Bordeaux.

11. Le système juridique gabonais est hérité du système colonial français, qui veut que le ministère public relève du Ministère de la justice. Les magistrats, y compris les juges d'instruction, sont totalement indépendants. Leur inamovibilité garantit leur indépendance. Les juges corrompus, une minorité, sont traduits devant le Conseil supérieur de la magistrature, qui impose des sanctions pouvant aller jusqu'à la révocation de ceux qui ternissent la réputation de l'appareil judiciaire.

12. L'instruction et les poursuites sont à l'entière discrétion du ministère public, à qui il appartient d'ordonner le cas échéant de procéder aux arrestations. Il arrive effectivement qu'à l'occasion, le délai de 48 heures prévu pour la garde à vue et la détention avant jugement ne soit pas respecté, mais le fait est relativement rare et s'explique généralement par une pénurie de personnel ou des difficultés de liaison.

13. La torture est rigoureusement prohibée au Gabon; tous aveux et éléments de preuve obtenus par la torture sont irrecevables par les tribunaux. Il est fréquent que sachant qu'il en est ainsi, les prévenus invoquent la torture même s'ils ont librement reconnu avoir commis une infraction.

14. L'aide juridictionnelle existe effectivement: le président du tribunal désigne, pour la défense des prévenus n'ayant pas les moyens de s'assurer eux-mêmes les services d'un conseil, un avocat inscrit sur la liste publiée par le barreau de chaque tribunal. La Maison du Droit, créée grâce à la coopération multilatérale mise en place avec l'ONU et l'Union européenne, permet aux citoyens d'accéder à la justice et conseille les groupes vulnérables au sujet de leurs droits.

15. La loi n° 39 sur la protection des mineurs a été promulguée en 2010: elle instaure des conditions particulières pour la garde à vue des mineurs, dont la durée est plus courte que celle des adultes. L'article 145 dispose non seulement que les juges des juridictions pour mineurs ont compétence pour prendre toutes mesures nécessaires concernant la garde à vue mais aussi qu'un mineur de 13 ans ne peut faire l'objet d'une ordonnance de placement en détention. Les articles 56 à 60 du Code de procédure pénale énoncent les procédures à suivre dans les affaires où sont impliqués des mineurs. Le Ministère de la justice et des droits de l'homme portera à l'attention du gouvernement les Règles minima des Nations Unies pour l'élaboration de mesures non privatives de liberté (Règles de Tokyo), qui incitent à mettre en place les diverses mesures de substitution à

l'emprisonnement des jeunes délinquants énumérées au paragraphe 8.2 des Règles. L'âge de la majorité qui est actuellement de 18 ans au Gabon, va être porté à 21 ans.

16. Le Gabon est partie à la Convention de l'Union africaine sur la protection et l'assistance aux personnes déplacées en Afrique; sa législation consacre le respect de ses obligations internationales et de sa tradition d'hospitalité. En 2010, le Gabon accueillait 13 000 réfugiés et demandeurs d'asile de 25 nationalités différentes. Des réfugiés congolais sont arrivés au Gabon en 1997. En 2003, le Gabon, la République du Congo et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont lancé un programme de rapatriement volontaire. Quelque 450 réfugiés ont demandé à être rapatriés, cependant que 1 000 autres sollicitaient un titre de séjour leur permettant de demeurer au Gabon. Les opérations de rapatriement volontaire ont été coordonnées par le bureau régional du HCR à Kinshasa, lequel a estimé qu'elles s'étaient déroulées de façon très satisfaisante. Il n'a jamais été question d'expulser les réfugiés et demandeurs d'asile congolais. Ceux qui ont été rapatriés ont bénéficié d'une aide à la réinsertion et d'un soutien pour reconstruire leur vie. Ceux qui attendent d'être admis en Europe, aux États-Unis ou en Asie sont hébergés dans un centre de rétention pour migrants en situation irrégulière dans des conditions conformes aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

17. Les réfugiés se trouvant au Gabon sont bien traités et bénéficient des mêmes facilités et conditions que les ressortissants gabonais dans tous les domaines de la vie. Le gouvernement coopère largement avec le HCR à cet égard. Les activités de la Commission nationale pour les réfugiés, qui relève du Ministère des affaires étrangères, sont coordonnées par un secrétariat permanent qui assure un soutien administratif et logistique et rapproche entre elles toutes les entités s'occupant de questions relatives aux réfugiés au Gabon.

18. Les 4 700 étrangers qui se trouvaient illégalement dans le parc de Minkébé ont été éloignés du territoire par la force et dans le respect de la légalité en juin 2011 parce qu'ils continuaient à piller les ressources naturelles, fauniques et minérales de la région, notamment l'ivoire et l'or, en dépit des multiples avertissements que leur avaient adressés les autorités.

19. La prison centrale de Libreville, la plus importante du pays, a été construite avant l'indépendance, en 1960. Par suite de l'exode rural et de la poussée démographique, la population carcérale a doublé et l'établissement, qui compte actuellement 1 600 détenus, est surpeuplé. Le gouvernement a donc entrepris de construire de nouvelles prisons conformes aux normes contemporaines, tout d'abord à Nkoltang (Libreville), à Port-Gentil et à Oyem. Entre temps, des rénovations prévues auront pour effet d'améliorer la situation des détenus. D'autres mesures, tel l'exercice chaque année du droit de grâce présidentiel, permettent d'atténuer le surpeuplement carcéral. Le personnel médical prodigue les premiers soins aux détenus et assure leur transport en ambulance vers l'hôpital le cas échéant. Les détenus sont libres de pratiquer leur religion, de recevoir la visite de leur famille et de porter plainte sans avoir à craindre de représailles, et ils peuvent demander l'ouverture d'une enquête au sujet d'allégations concernant leurs conditions de vie. Les femmes, les mineurs et les personnes vivant avec le VIH/sida sont détenus dans des quartiers séparés et tous les prisonniers sont nourris convenablement. Dans les établissements pour femmes, le personnel est féminin. Les prisons sont administrées par le Ministère de la justice et des droits de l'homme et non pas, comme dans le passé, par le Ministère de l'intérieur.

20. Pour ce qui est de l'application de la Convention, le gouvernement, par l'intermédiaire des ministères compétents, poursuit des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'intention de toute une série d'agents de l'État et même de prisonniers. La société civile appuie les efforts déployés par les pouvoirs publics pour améliorer les conditions dans les prisons.

21. Le gouvernement réfléchit à la façon d'aligner la législation gabonaise relative à la traite des personnes sur les dispositions de la Convention. Le Gabon, ainsi que le Comité l'a noté, est un pays de transit, et la visite effectuée par la Rapporteuse spéciale sur la traite des êtres humains, en particulier les femmes et les enfants, s'est révélée particulièrement utile pour combattre ce fléau. Ses recommandations sont examinées au plus haut niveau en vue de leur mise en œuvre. La traite est très répandue en Afrique de l'ouest; outre les efforts qu'il déploie pour lutter contre la traite à l'échelon national, le Gabon est partie à divers accords d'entraide judiciaire avec d'autres États, notamment la France, divers États africains parties à la Convention de Tananarive et le Mali.

22. Les prétendus «crimes rituels» ne font pas partie du patrimoine culturel du Gabon mais ont été importés de l'étranger, ternissant ainsi l'image du pays. Le Président s'est fermement élevé contre ces crimes et en a appelé au système judiciaire pour qu'il sévisse contre leurs auteurs. Quelque 450 000 euros ont été mis à la disposition du Ministère de la justice pour que des enquêtes soient menées sur ces crimes et qu'ils donnent lieu à des audiences spéciales des tribunaux pénaux sur tout le territoire. La presse a largement rendu compte de ces audiences afin de sensibiliser la population. La plupart des individus jugés coupables ou complices de ces crimes ont été condamnés à la prison à vie. Une nouvelle audience spéciale doit se tenir avant la fin de 2012. Contrairement à des rumeurs non fondées, des enquêtes sont ouvertes et des sanctions appliquées.

23. Le Code de procédure pénale promulgué en 2010 instaure un équilibre entre l'exigence constitutionnelle de maintien de la sécurité et celle du respect des libertés. En vertu du nouveau code, la durée maximale de la garde à vue est de 48 heures, avec prolongation possible d'une nouvelle durée de 48 heures sur autorisation écrite du procureur. La détention peut être encore prorogée pour une durée maximale de huit jours dans le cas d'infractions ne nécessitant plus le recueil d'éléments de preuve, ce afin d'éviter tout abus d'autorité.

24. Les garanties d'une procédure régulière sont respectées tout au long de la phase précédant le procès. La police judiciaire enquête conformément à la loi, sous la direction du bureau du procureur et la supervision de la cour d'appel; elle peut détenir les suspects durant 48 heures au maximum. La police judiciaire peut ordonner le placement en détention pour une durée de huit jours non renouvelable lorsqu'il s'avère impossible de déférer immédiatement le détenu devant un juge, ce qui peut arriver dans des zones peu accessibles.

25. En ce qui concerne les plaintes, les réparations et les règles en matière de preuve, quiconque au Gabon s'estime avoir directement ou indirectement été victime de torture peut déposer plainte et faire appel d'un jugement dans un délai de dix jours. Toute partie lésée a le droit de demander à être indemnisée. Les conditions à remplir en ce qui concerne la preuve sont prescrites par le droit civil; en droit pénal, tous types de preuves sont recevables pourvu qu'elles aient été obtenues conformément aux règles édictées en la matière par le droit pénal.

26. Bien qu'elle ait été créée en 2006, la Commission nationale des droits de l'homme ne dispose pas encore d'un siège ni d'un budget de fonctionnement adéquat. Elle a tenu réunion au début de l'année avec le Premier Ministre afin de trouver des solutions à ces problèmes. La Commission se compose d'un président, de deux vice-présidents, de deux rapporteurs et de sept membres, ainsi que d'un secrétariat général. Elle a informé le Comité international de coordination des institutions nationales de son existence mais n'a pas sollicité d'accréditation.

27. La communauté autochtone représente 1 % de la population gabonaise, et le gouvernement prend des dispositions pour protéger leurs droits et favoriser leur intégration. Les stéréotypes défavorables disparaissent petit à petit et ces communautés autochtones et

leurs savoirs sont davantage appréciés. Nombre de personnes occupant des postes éminents dans l'administration, l'éducation et la santé sont issues de communautés pygmées. Les politiques gouvernementales ne sont pas discriminatoires et la majorité de la population autochtone est informée des normes d'hygiène et de santé et a accès à l'éducation.

28. Les pouvoirs publics ont entrepris de résoudre le problème des actes de naissance, qui ne se pose pas dans la seule communauté pygmée. Il est imputable à un système administratif décentralisé inefficace.

29. On s'efforce aussi de résoudre le problème des châtiments corporels; des dispositions ont été prises pour protéger les enfants et sanctionner les adultes.

30. Pour ce qui est des incidents qui auraient eu lieu en 2009 à Port-Gentil, M. Bounguenda souligne que toutes sortes de rumeurs sont mises en circulation, parfois à l'initiative d'ONG et pour des motifs politiques.

31. L'âge légal au mariage va incessamment être porté de 15 à 18 ans. Des dispositions sont également en préparation en vue de reconnaître officiellement les mariages coutumiers et les mariages religieux afin de mettre fin à l'hypocrisie du système judiciaire en la matière. Il est prévu que les mariages coutumiers seront enregistrés par un fonctionnaire de justice. Une commission spéciale créée en 2011 a été chargée de réfléchir aux méthodes qui permettraient de reconnaître officiellement le statut de ces mariages, et l'Assemblée nationale est actuellement saisie d'un projet de loi sur la question. En matière de mariage coutumier, des mesures d'ordre législatif s'imposent afin de tenir compte du contexte tel qu'il se présente concrètement au Gabon plutôt que de se référer à des situations qui relèvent des cultures romano-germaniques sur lesquelles est fondé le système juridique du pays.

32. Des actions de prévention et de sensibilisation sont actuellement menées, notamment dans les prisons, au sein des familles, dans les écoles et au niveau du système judiciaire. C'est ainsi qu'une campagne de sensibilisation va être lancée au cours de l'année dans les centres de détention. Ces efforts attestent que l'État partie est résolu à s'attaquer au problème de la torture et à donner effet aux dispositions de la Convention.

33. **M^{me} Belmir** (Rapporteuse pour le Gabon) loue la franchise avec laquelle la délégation a répondu ainsi que les mesures législatives qui ont été prises. Elle souhaite évoquer le problème de la définition de la torture, puisque l'État partie a l'intention de réviser le Code pénal et d'y inclure une définition conforme à l'article premier de la Convention. Des éclaircissements concernant la tentative de pratiquer la torture, infraction qui mériterait d'être définie plus précisément en droit et sanctionnée en conséquence, seraient les bienvenus.

34. Étant donné que la législation interne renvoie à d'autres instruments internationaux, on peut se demander pourquoi il n'y est nulle part question de la Convention contre la torture, ni du fait qu'elle a été ratifiée par l'État partie. Les juges devraient s'y référer directement. Il serait utile d'apprendre si la législation incorporant la Convention au droit interne est directement applicable ou si elle exige la mise en place de dispositions législatives spécifiques.

35. Des informations plus précises sur le système judiciaire, et notamment sur la façon dont les juges sont nommés, sur le suivi de leur carrière et sur le rôle joué par le pouvoir exécutif en la matière seraient utiles.

36. **M^{me} Belmir** souhaiterait obtenir des renseignements complémentaires au sujet d'une question qu'elle a soulevée précédemment, à savoir celle des recours en exception d'inconstitutionnalité. En outre, des précisions sur la formation dispensée aux magistrats seraient d'autant plus utiles que le système social et le système judiciaire du Gabon et de la France sont différents.

37. Pour ce qui est du dispositif mis en place pour la protection des mineurs, il serait souhaitable d'envisager des solutions autres que la garde à vue et la détention, le but devant être de s'aligner sur les normes internationales.
38. Il serait utile de disposer de renseignements et statistiques plus complets sur les réfugiés congolais, sur la procédure de dépôt de plaintes et sur les mesures prises à cet égard, ainsi que sur la suite donnée aux plaintes qui auraient été déposées.
39. Des affaires liées à la situation des étrangers se trouvant clandestinement à Minkébé ont-elles été portées devant les tribunaux? Si tel est le cas, des informations concernant les éventuels recours et suites données seraient appréciées.
40. Des renseignements plus précis sur les conditions régnant dans les centres de détention ruraux ainsi que sur les mesures éventuellement prises et leur effet sur le comportement des détenus seraient les bienvenus.
41. Des informations utiles ont été fournies au sujet des femmes détenues et du système de surveillance; M^{me} Belmir demande des précisions sur l'accès des femmes à la justice et sur les femmes exerçant des responsabilités.
42. Le Comité souhaiterait en apprendre davantage sur les incidents qui se seraient produits lors des élections, et notamment sur les allégations de meurtre. Il est indispensable d'établir les faits.
43. L'État partie a reconnu que la traite des enfants constitue un problème et indiqué qu'il tient compte des préoccupations de la Rapporteuse spéciale. Il serait utile d'en apprendre davantage sur le nouveau dispositif de surveillance des interrogatoires, et de savoir si les méthodes employées pour les auditions sont bien adaptées aux enfants. Une bonne technique est celle des enregistrements vidéo.
44. Des précisions s'imposent au sujet de l'ordonnance relative au «délai de huit jours» que la police judiciaire peut solliciter lorsqu'elle doit traduire une personne devant un juge. Il faudrait connaître le fondement juridique de cette disposition.
45. À propos de l'indemnisation et de la procédure de dépôt de plaintes, il serait utile de savoir s'il est possible d'obtenir réparation sans avoir à déposer plainte.
46. **M. Domah** (Corapporteur pour le Gabon), évoquant les obligations contractées par l'État partie en vertu de l'article 10 de la Convention, souhaiterait en apprendre davantage sur les mesures prises en matière de formation et sur les efforts faits pour mieux faire connaître les droits et responsabilités découlant de la Convention. Aux termes de l'article 10, l'État partie est tenu de veiller à ce que l'éducation et l'information concernant l'interdiction de la torture fassent partie de la formation du personnel médical, des agents de la fonction publique et de toutes les personnes susceptibles d'intervenir dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement des détenus.
47. Certes, la législation adoptée par l'État partie pour lutter contre la torture est louable, mais l'adoption de nouveaux textes n'est pas une fin en soi; encore faut-il lancer des actions de sensibilisation et créer une culture du respect de la légalité. Prendre des mesures de prévention efficaces, notamment par la mise en place d'une formation adéquate et la création d'une base de données informatisée, est indispensable.
48. En ce qui concerne les obligations de l'État partie en vertu de l'article 10, peu de précisions sont apportées en ce qui concerne la torture. Il serait donc souhaitable d'avoir davantage d'informations sur le contenu et le bilan des stages de formation.
49. Évoquant les obligations créées par l'article 11, M. Domah demande si des dispositions ont été prises pour actualiser les méthodes et pratiques suivies en matière de formation. Il est important de se doter d'un dispositif de prévention de la torture, de mettre

en place un suivi systématique et d'instaurer des méthodes d'interrogatoire adéquates. Quels moyens le Gabon se donne-t-il à cet égard?

50. La promulgation du Code de procédure pénale est une avancée appréciable, mais le renforcement du régime des droits de l'homme n'est qu'un premier pas. Invoquant l'article 12 de la Convention, M. Domah demande si les enquêtes sont menées avec sérieux et compétence et s'enquiert de la suite donnée aux plaintes.

51. Il est important de veiller à ce que les plaintes donnent lieu à des enquêtes en bonne et due forme. Il serait donc utile de savoir quelle instance est habilitée à les mener et quelles mesures pratiques sont prises pour protéger les plaignants et les témoins.

52. Un complément d'information serait souhaitable concernant l'article 14, qui traite des mesures administratives et institutionnelles destinées à protéger les droits des victimes de la torture.

53. Le Comité attend des renseignements plus précis sur la question des aveux obtenus par la contrainte et sur la manière dont les juges et les magistrats cherchent à établir si des preuves ont été obtenues par ces moyens.

54. **M. Bruni** se félicite de la volonté manifestée par l'État partie de lutter contre la torture et demande des précisions au sujet de la création d'un mécanisme national de prévention.

55. Au sujet de la législation mise en place pour combattre les mutilations génitales féminines, il serait utile d'apprendre combien d'affaires de ce genre ont effectivement donné lieu à poursuites, quelles sanctions ont été appliquées et quel a été l'effet des mesures prises pour lutter contre cette pratique.

56. Combien d'affaires de traite des enfants ont-elles donné lieu à poursuites en vertu de la législation promulguée en 2002?

57. Au sujet des mesures de surveillance, M. Bruni souhaiterait connaître la suite donnée à la visite effectuée à la prison centrale de Libreville par des membres de l'appareil judiciaire dans le but de prévenir les mauvais traitements des personnes privées de liberté, et apprendre si des prisonniers ont déposé plainte ou si des recommandations ont été formulées.

58. Il serait important de savoir si le Manuel pour enquêter efficacement sur la torture (Protocole d'Istanbul) est inclus dans les programmes de formation des personnes responsables des détenus et du personnel leur prodiguant une assistance médicale.

59. **M. Gaye** souligne que les réponses données par l'État partie au sujet de la définition de la torture en tant qu'infraction pénale donnent l'impression que les actes de torture peuvent être punis en leur substituant d'autres qualifications. Or, il est vital de mettre en place une législation qui qualifie spécifiquement la torture d'infraction pénale et la punisse comme telle. Puisqu'il prévoit de réformer la procédure pénale, l'État partie devrait envisager d'adopter des définitions précises de la torture et de la tentative de pratiquer la torture, et de prendre les dispositions législatives appropriées.

60. Si un subordonné refuse d'obéir à un supérieur qui lui donne l'ordre de commettre des actes de torture, un dispositif est-il prévu pour le protéger?

61. Les pouvoirs dont dispose la police judiciaire en matière de privation de liberté suscitent beaucoup d'inquiétude. Il semble que l'accusé ne dispose des services d'un avocat qu'une fois son affaire portée devant le tribunal. Le Comité souhaiterait en apprendre davantage à ce sujet.

62. Un complément d'information serait utile au sujet des garanties dont jouissent les détenus et de la question de savoir si la police est tenue de notifier les personnes désignées par ceux-ci.
63. M. Gaye souhaite connaître précisément la durée maximale de la détention avant jugement.
64. Il demande aussi à être informé des peines de substitution qui existent, notamment pour les mineurs.
65. Si le tortionnaire est un agent de l'État, l'État peut-il être tenu pour responsable de même que son agent?
66. **M^{me} Sveaass** demande des éclaircissements au sujet la définition de la torture figurant dans le Code pénal gabonais. La définition telle que présentée dans le rapport de l'État partie mentionne la torture physique, mais la délégation a cité une définition qui ne contient aucune référence expresse à la torture physique et qui semble s'appliquer uniquement à la torture visant des personnes arrêtées ou placées en détention.
67. Il serait important de savoir si l'État partie a fait sienne la recommandation tendant à qualifier d'infraction pénale les châtiments physiques et corporels infligés aux enfants tant au foyer que dans d'autres contextes de prise en charge, ainsi qu'il a été préconisé à la suite de l'examen périodique universel du Gabon en 2008. Il serait également utile de savoir si la législation visant à protéger les mineurs a été adoptée, et si des actions de formation ont été mises en place afin d'aider les agents chargés de l'application de la loi à prendre en charge les victimes de violences à l'égard des femmes.
68. **M^{me} Sveaass** souhaiterait savoir s'il y a eu le moindre cas de mise en examen ou de condamnation d'une personne ayant enfreint la loi n° 0038/2008 relative à la lutte et la prévention contre les mutilations génitales féminines.
69. **M. Mariño Menéndez**, constatant que peu d'ONG participent à l'examen par le Comité du rapport initial du Gabon, s'enquiert de la façon dont la société civile est représentée à la Commission nationale des droits de l'homme. Il demande si les ONG bénéficieront d'un soutien particulier de la part de la Commission et si elles seront autorisées à effectuer des visites sur les lieux de détention.
70. **Le Président**, s'exprimant en tant que membre du Comité, demande dans quel délai on escompte voir aboutir le projet de construction de nouvelles prisons. Il voudrait aussi savoir s'il y a effectivement eu des cas où la réputation de l'appareil judiciaire aurait été ternie; si tel est le cas, il souhaiterait avoir des renseignements à ce sujet.
71. Puisque la torture n'est plus passible de la peine de mort, il serait important de savoir quelle peine l'a remplacée. La délégation voudra peut-être communiquer les noms des personnes impliquées dans les affaires qu'elle a évoquées. Il serait en outre souhaitable de recevoir confirmation que le dispositif d'établissement des actes de naissance sera bientôt opérationnel.
72. Le Comité souhaiterait savoir où en est l'enquête en cours sur l'attaque subie par une chaîne de télévision gabonaise en 2012.
73. **M. Bounguendza** (Gabon) convient que la définition de la torture donnée dans la législation gabonaise est incomplète puisqu'elle n'intègre pas la définition contenue dans la Convention; il précise qu'une révision des instruments juridiques fondamentaux, y compris le Code pénal et le Code civil, est en cours. Les juges peuvent fonder directement leurs décisions sur les dispositions de la Convention, mais ils ne sont pas tenus de le faire; la législation pertinente sera revue afin de dûment y intégrer cette exigence.

74. Avoir suivi des études jusqu'au niveau de la maîtrise est indispensable pour entrer à l'École nationale de la magistrature; la plupart des étudiants ont auparavant été formés à la faculté de droit d'une université gabonaise ou française. La formation des magistrats dispensée par l'École dure deux ans et ils continuent à se former une fois entrés en fonction. Des programmes de formation existent aussi pour les personnes travaillant au sein de l'appareil judiciaire, notamment le personnel pénitentiaire. En 2011, le mandat du Ministère de la justice a été élargi afin d'y inclure le devoir de protéger les droits de l'homme. La délégation va se renseigner sur la question de savoir si les programmes de formation abordent la question de la torture.

75. Afin de préparer le rapatriement des réfugiés congolais vers la République du Congo, des délégations des deux pays se sont rencontrées pour décider de la procédure à suivre. La participation du HCR a permis de s'assurer que durant toute l'opération, le droit international serait respecté. À l'issue de la première phase de la procédure, le bureau du HCR a publié un rapport. Un certain nombre de réfugiés ont choisi de rester au Gabon et se sont vu remettre un titre de séjour. D'autres réfugiés ont demandé l'asile ailleurs dans le monde, essentiellement en Europe et en Amérique du Nord, mais aucun d'entre eux n'a à ce jour reçu de réponse favorable; ce groupe de demandeurs d'asile a été placé dans un centre de rétention à Libreville.

76. Dans les zones rurales, les prisons sont généralement situées dans la capitale provinciale; Outre le projet de construire des prisons modernes, un programme de rénovation des prisons existantes est en cours – y compris dans les zones rurales – afin de les rendre conformes aux normes internationales.

77. La dernière révision du Code pénal et du Code civil remonte aux années 70, époque où dans beaucoup de régions du pays, l'infrastructure se résumait à des chemins de terre et de rares traversées en ferry, et où beaucoup de déplacements devaient se faire à pied. La période pouvant s'écouler entre la première et la deuxième comparution d'un accusé devant un magistrat a donc été fixée à huit jours compte tenu des conditions qui régnaient dans ces régions à l'époque. L'infrastructure ayant été modernisée, il est désormais peu fréquent que huit jours soient en pratique nécessaires.

78. Les mutilations génitales féminines ne sont pas une pratique traditionnelle au Gabon et elles ne sont pas imposées de force aux jeunes filles. Certaines demandent à subir une excision parce qu'elles pensent que cela les aidera à trouver un bon mari; la loi n° 0038/2008 relative à la lutte et la prévention contre les mutilations génitales féminines est donc destinée à protéger les jeunes filles. Depuis son adoption, cette pratique est devenue moins courante.

79. Le mécanisme national de prévention chargé de veiller à l'application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention, qui devait être opérationnel en novembre 2011, est en train d'être mis en place. Toute personne arrêtée a le droit, en vertu de la loi pertinente, d'informer une personne de son choix de son arrestation. Puisque des peines de substitution à l'emprisonnement sont prévues pour les mineurs, il serait logique qu'elles soient aussi applicables aux adultes; des mesures vont être prises afin de formaliser en ce sens les dispositions pertinentes.

80. La liberté de la presse est respectée au Gabon. Il est fréquent que l'État subventionne des organes de presse privés, mais cela n'affecte nullement leur capacité de travailler librement. Le Comité aura peut-être noté une différence d'approche de la question au Gabon, où la culture de la diffamation n'existe pas.

81. La station de télévision qui a été attaquée fonctionne maintenant normalement. Dans tout pays, il peut arriver que la liberté des médias soit restreinte si l'ordre public est menacé, et dans le cas précis, la station a été fermée pour incitation à la guerre ethnique. Le

Gabon, pays qui compte plus de 80 langues ethniques, a le devoir de protéger tous ses citoyens.

82. La Commission nationale des droits de l'homme est mandatée pour superviser la mise en œuvre et le suivi des recommandations formulées par les organes conventionnels, et elle est chargée de rédiger des rapports sur la situation des droits de l'homme dans le pays. La Commission, reflet de l'ensemble de la société civile, se compose de représentants des religions, des syndicats et des ONG, ainsi que de représentants du Ministère de la justice et d'autres organes d'État. La société civile ne domine pas la Commission, mais elle y est bien représentée.

La séance est levée à 18 heures.